



HAL
open science

Servent (P), “ Cinquante nuances de guerre ”, Robert Laffont, avril 2018, 373 p.

Louis Balmond

► To cite this version:

Louis Balmond. Servent (P), “ Cinquante nuances de guerre ”, Robert Laffont, avril 2018, 373 p.. Paix et sécurité européenne et internationale, 2018. halshs-03156467

HAL Id: halshs-03156467

<https://shs.hal.science/halshs-03156467v1>

Submitted on 25 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Note de Louis Balmond

Louis BALMOND

Professeur à l'Université de Toulon

Servent (P), « Cinquante nuances de guerre », Robert Laffont, avril 2018, 373p.

Auteur prolifique disposant d'une expérience militaire, académique et de journalisme (voir dans cette revue le commentaire de « Les Présidents et la guerre : 1958-2017 », Perrin 2017,) bien connu des téléspectateurs pour sa participation fréquente à l'émission « C'est dans l'air », Pierre Servent livre avec cet ouvrage « le dernier tome d'une trilogie sur une guerre mutante », après « Les Guerres modernes racontées aux civils...et aux militaires », Buchet-Chastel, 2009 et « Extension du domaine de la guerre » Robert Laffont, 2016.

Dans son dernier ouvrage intitulé « Cinquante nuances de guerre », nouveau clin d'œil cinématographique, il met en évidence, d'un côté, la désespérance que suscite l'état de la société internationale comme des sociétés internes avec « une envie de barbarie et une envie de tyrannie » ; de l'autre, l'espérance qui provient d' « une envie de France...et d'Europe ».

Il est vrai que selon sa formule « la barbarie monte de toutes parts et la civilisation marque le pas ou recule franchement ». On assiste en effet à un mouvement de fragmentation au détriment de la recherche du (ou d'un ?) bien commun. Le repli sur soi devient la règle, appuyé sur une identité réelle ou fabriquée, en appelant à l'histoire, à la culture, à la religion, et avec lui le nationalisme. Dans un monde perçu comme plus incertain et menaçant, ce n'est plus seulement l'identité qui est en cause mais la pureté, face à laquelle l'Autre suscite la crainte voire la haine : il doit rester à distance ou disparaître. Ce tableau pessimiste se nourrit, malheureusement, d'exemples nombreux et comme toujours étudiés avec rigueur et perspicacité. Le monde est malade et les structures de dialogue et de coopération, en perte de vitesse, singulièrement l'Organisation des Nations Unies, ne remplissent plus leur fonction. Toutefois, s'il est question de barbarie, il est nécessaire de considérer, si l'on ose dire, une échelle de la barbarie avec une césure fondamentale qui est celle de la violence armée. Heureusement, certains filets de civilisation tiennent encore. Peut-on dès lors assimiler des actes qui tendent à l'éradication de groupes humains en violation des principes humanitaires les plus élémentaires, et des débats politiques et constitutionnels furent-ils particulièrement violents et biaisés ? Si la France et l'Europe suscitent une envie (voir infra), c'est bien avant tout parce que la « ligne rouge » de la barbarie est encore loin d'y avoir été franchie.

Comme le note l'auteur, l'envie de tyrannie entretient des liens étroits avec la barbarie d'autant qu'il en retient deux acceptions : une acception moderne, péjorative, qui assimile le tyran au despote disposant pratiquement d'un pouvoir sans contrôle et une acception renvoyant à l'Antiquité et à Aristote, positive, qui fait du tyran un personnage auquel il est fait appel pour « mettre un terme à une période de désordre ou de décadence » mais dont le pouvoir reste néanmoins « encadré par la loi ». Relèvent de la première catégorie Erdogan, Poutine, XiJinping, Kim Jong-un, Maduro, Duterte, Bachar el Assad, Khamenei et, de la seconde, D.Trump et E.Macron, même si le premier court le risque, selon l'auteur, du fait de sa démagogie, de tomber dans la catégorie des « mauvais tyrans ». On aura tendance à trouver la première catégorie plus significative que la seconde pour la démonstration. Outre qu'il convient de s'entendre sur ce qu'est la démagogie (N'est-ce pas aussi et surtout le recours au peuple dont les élites ont « fait sécession » selon la remarquable analyse de Jérôme Fourquet ?), on notera qu'un tyran est presque toujours un démagogue mais que l'inverse n'est pas vrai lorsque ce que l'on convient d'appeler la démagogie se manifeste dans un système bardé de contre-pouvoirs. Le président Trump constitue une menace pour la stabilité internationale mais pas parce qu'il serait un tyran. C'est donc la première catégorie qui mérite attention avec la galerie de portraits tout à fait saisissant que l'auteur nous offre. Celui-ci

montre bien que la tyrannie d'un homme ne prend toute sa consistance que si elle peut, rencontrer l'histoire d'un peuple (la Chine plurimillénaire, la Russie éternelle, l'Empire ottoman, l'âge d'or des Sassanides) pour en quelque sorte, le réveiller face aux menaces réelles ou supposées qui pèsent sur lui. Sur le plan international, il en résulte une démarche fondamentalement unilatérale, reposant sur les rapports de force, méprisant ou instrumentalisant le droit. De ce point de vue, on conviendra que le démagogue se rapproche fortement du tyran surtout s'il est à la tête de la première puissance mondiale. La collusion de la barbarie et de la tyrannie pour reprendre les termes de Pierre Servent produit alors un double effet délétère sur la société internationale : l'apparition de « tyranneaux » locaux qui sévissent à l'abri de leur parrain ; l'inflexion d'un certain nombre d'Etats vers la « tyrannie » par réaction d'auto-défense face aux multiples menaces, le tout s'accompagnant naturellement d'une course à l'armement. Le Moyen Orient fournit actuellement quelques exemples significatifs de ces positionnements. Si donc, le monde est malade, ce n'est pas seulement comme le remarque fort bien, l'auteur le fait du terrorisme international mais le fait du détournement et/ou de la déliquescence de la forme étatique incapable de structurer un ordre international fut-il minimum.

Le salut viendrait-il alors de la France et de l'Europe, parce que l'une et l'autre suscitent « une envie », comme le pense l'auteur dans la troisième partie de son ouvrage ? De ce point de vue, le lien établi entre la France et l'Europe fait question. Si l'on admet que l'envie n'a pas pour unique moteur le désir de paix et de prospérité, fût-il fondamental, l'« envie de France » exprime le souhait de la voir jouer un rôle dans ce monde particulièrement chaotique, qu'elle y tienne son rang et fasse entendre sa voix. L'auteur analyse avec raison tous les facteurs qui font que la France, objectivement puissance moyenne, reste une puissance qui compte et dont l'audience est considérable grâce à une position diplomatique construite au fil du temps. Membre permanent du Conseil de sécurité disposant du droit de veto, elle s'efforce également d'y défendre le multilatéralisme et les intérêts des Etats non membres. Etat occidental, elle en exprime les valeurs tout en ayant la capacité de défendre des positions différentes de celles des Etats-Unis. L'auteur semble fonder de grands espoirs sur le nouveau président de la République française pour s'inscrire dans cette voie et « recoudre » le tissu de relations internationales pacifiques. Attendons néanmoins, après une phase dominée par l'image et la communication et favorisée par l'absence de tout leadership européen, que le nouveau cours se concrétise en actes. S'agira-t-il d'ailleurs pour conforter cette « envie de France » de fixer un nouveau cap où de poursuivre, avec les adaptations nécessaires, celui qui a été fixé par la plupart de ses prédécesseurs et le seul de nature à permettre à la France d'exister sur le plan international ? N'est pas Charles de Gaulle qui veut !

Il reste néanmoins que, dans un monde se construisant progressivement autour de grands ensembles géographiques et démographiques, une telle position peut apparaître menacée. L'envie de France peut-elle alors s'élargir à une envie d'Europe? S'il s'agit de l'Union européenne, la réponse est en l'état clairement négative, les attentes dans les deux cas étant fondamentalement différentes. Même s'il n'évite pas la part de *wishfull thinking* qui affecte le plus souvent les analyses de l'évolution de la construction européenne, l'auteur pointe cependant à juste titre les blocages, les attermoissements et les ambiguïtés d'un processus qui devrait avoir pour objectif de tendre à l'émergence d'une puissance européenne. L'exemple donné par Pierre Servent de la coopération structurée permanente (CSP) est de ce point de vue particulièrement illustratif. Une CSP regroupant 23 Etats membres n'est pas seulement un handicap mais la négation même d'un concept particulièrement utile destiné à l'origine à faire avancer plus vite, sur un dossier déterminé, les Etats qui le veulent et qui le peuvent. La décision adoptée en novembre 2017 embarque en effet dans cette nouvelle CSP des Etats qui s'avèreront vite être des « passagers clandestins », avec des ambitions toutes autres que les promoteurs et regardant comme toujours vers Washington plutôt que vers Bruxelles et a

fortiori vers Paris. De même, que devient la diplomatie de l'Union européenne lorsque les mêmes pour la plupart, suivant en cela les Etats-Unis, sont prêts (et vont assurément) installer leur ambassade à Jérusalem au mépris du droit international ?

Peut-être faut-il alors considérer qu'au plan international l'action européenne ne se limite pas à celle de l'Union mais qu'elle englobe aussi celle de ses Etats membres et notamment de ceux qui ont la capacité et la volonté d'agir dans le sens de la mission de l'Europe définie par les traités constitutifs. Le résultat obtenu par l'opération Serval au Mali n'aurait jamais pu être atteint si la France avait dû se plier aux procédures européennes mais ses effets ne se manifesteront à terme que grâce à l'investissement de l'Union européenne sur le terrain au nom des principes sensés gouvernés son action internationale. Comme le note avec raison l'auteur, de ce point de vue, les champs d'action de l'Union sont immenses...pour autant qu'existe une volonté politique ferme et durable. N'est-ce pas pour l'instant le plus sûr moyen d'associer envie de France et envie d'Europe... ?

On l'aura compris, l'ouvrage de Pierre Servent ne laisse pas indifférent, et d'autres commentaires qu'il a suscités auraient mérité de trouver place dans cette recension. Il éclaire sur bien des points, agace sur d'autres, mais toujours impose la réflexion et éventuellement la remise en cause, remplissant ainsi parfaitement son rôle.